****

**Programme d’appui aux composantes légale et prévôtale   
de la Force conjointe pour un meilleur fonctionnement   
de la justice militaire dans les pays du G5 Sahel**

**Termes de référence**

**Intitulé du poste :** **Chargé(e) de suivi-évaluation, redevabilité et apprentissage**

**Lieu :** Niamey, Niger. Déplacements occasionnels à prévoir dans les pays du G5 Sahel et éventuellement en France

**Durée de la mission :** 12 mois, renouvelable

**Date de prise de fonction :** dès que possible

**Type de contrat :** CDD de droit local nigérien

# Contexte et description du PROGRAMME

En février 2014, les États sahéliens fondent le G5 Sahel sur deux piliers principaux, la sécurité et le développement. Afin de répondre à l’insécurité liée à la présence de groupes terroristes, la criminalité transfrontalière et le banditisme armée, et à la lumière de l’aggravation de la détérioration de la situation dans la région, notamment dans le centre du Mali et dans les zones nord du Burkina Faso, les Chefs d’État des pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) ont décidé le 7 février 2017 de créer **la Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S)**. L’objectif de cette initiative est de mutualiser les efforts des États du G5 Sahel dans la lutte contre les menaces sécuritaires communes, en vue d’assurer un environnement favorable au développement socio-économique de la région.

Dans son paragraphe VII relatif aux Objectifs Spécifiques de la FC-G5S, le CONOPS Stratégique de la Force conjointe dispose que **« la Force conjointe disposera de compétences prévôtales en matière de Police judiciaire et de Renseignement pour appuyer l’action militaire »**.

La judiciarisation consiste à transmettre aux autorités judiciaires les résultats des opérations de la force militaire (personnes capturées, indices recueillis, saisies, images, etc.), par le biais de procédures dûment élaborées, en conformité avec les législations nationales, et dans le strict respect des droits humains et du Droit international humanitaire.

La FC-G5S a bénéficié à ce jour de différents appuis au profit de sa Composante Militaire et de sa Composante Police, notamment par l’Union européenne. Dans la continuité de ces appuis, la mise en œuvre du « Programme d’appui aux composantes légale et prévôtale de la Force conjointe pour un meilleur fonctionnement de la Justice militaire dans les pays du G5 Sahel » a été confiée à Expertise France. L’objectif du programme est de contribuer à renforcer la lutte contre l’impunité et à renforcer les capacités de judiciarisation de la Force conjointe du G5 Sahel afin de lutter contre les groupes armés terroristes et les groupes criminels organisés dans le respect de l’Etat de droit, des droits humains et du droit international humanitaire. Les résultats escomptés du programme seront les suivants :

* R1 : Les capacités opérationnelles des unités prévôtales de la FC-G5S en termes d’équipements, infrastructures et de formations sont renforcées
* R2 : Les capacités opérationnelles des conseillers juridiques de la FC-G5S en termes d’organisation, équipements et formations sont renforcées.
* R3 : Les capacités des institutions du G5 Sahel à piloter, suivre et capitaliser sur les actions et les bonnes pratiques des composantes légale et prévôtale de la FC-G5S sont renforcées.
* R4 : Le cadre légal, organisationnel et fonctionnel des prévôts et des conseillers juridiques des pays du G5 Sahel est renforcé et pérennisé.
* R5 : La coordination et la collaboration entre les différents acteurs régionaux et nationaux qui concourent à la judiciarisation du théâtre des opérations de la FC-G5S sont renforcées.

Les types d’activités prévus incluront :

* des appuis en équipements et infrastructures ;
* l’organisation de formations et de formations de formateurs, et l’élaboration et révision de modules de formation ;
* l’organisation de séances de sensibilisation et de réflexion ;
* du conseil et de l’accompagnement ;
* la réalisation d’outils et de campagnes de communication et de sensibilisation ;
* l’organisation de missions et visites de suivi et de coordination ;
* l’organisation de différents formats de partages et d’échanges (ateliers, conférences, séminaires, visites d’études).

# DESCRIPTIF DE LA MISSION

**Le/la chargé(e) de suivi-évaluation, redevabilité et apprentissage** fait partie d’une équipe dirigée par la Cheffe de projet, qui est en charge du pilotage et de la gestion des activités et de l’équipe terrain du programme. Le/la chargé(e) de suivi-évaluation sera basé(e) à Niamey et travaille sous la direction de la Cheffe de projet, ainsi qu’en coordination étroite avec les autres membres de l’équipe sur le terrain et le siège d’Expertise France à Paris.

En conformité avec les procédures d’Expertise France ainsi que de l’Union Européennne, les principales missions sont :

*Liste non exhaustive*

Développement et mise en œuvre d'un cadre harmonisé de S&E pour le projet, dans le cadre d’un plan de suivi-évaluation regroupant l’ensemble des activités à produire :

* Met en place/consolide le dispositif de Suivi-Evaluation et pour cela :
  + Participe au développement et à la mise en œuvre d’un système participatif de suivi-évaluation dans le respect des obligations contractuelles, dont le cadre logique ;
  + Planifie et coordonne la mise en œuvre des actions de collecte de données ;
  + Participe à la préparation des réunions techniques ;
  + Veille à la qualité, la cohérence et l’harmonisation des outils, processus, procédures et méthodologies de suivi-évaluation déployées.
* Met en place des outils de collecte et d’analyse (formulaires, bases de données…) qui facilitent le suivi de l’état d’avancement des activités et de leur bonne exécution et contribue à formuler les prestations externes à mobiliser pour compléter la collecte de données;
* Met en place un système de classement et d’archivage des données numériques et papier (rapports, questionnaires, etc.) centralisé ;
* Identifie les besoins de développement de capacités en matière de S&E de l'équipe du projet et des partenaires et planifie des actions de renforcement ou de formation nécessaires.

Appui à la collecte des données

* Appuie la collecte des données (qualitatives et quantitatives) et du renseignement des outils ;
* Planifie et met en œuvre les actions de collecte de données ;
* Compile et gère les bases de données ;
* Vérifie la cohérence et la qualité des données collectées et le respect de la RGPD pour les bases de données et pour cela ;
  + Détecte les données manquantes ou les redondances et propose les améliorations possibles ;
  + Assure la compilation des données collectées et leur saisie dans les bases de données dédiées ;
  + Capitalise, documente et diffuse les bonnes pratiques, les acquis, les innovations du programme ;
  + Anticipe et apporte des solutions concrètes aux difficultés en lien avec le suivi-évaluation (remplissage, registres, circuit dossiers, supervisions et corrections éventuelles);
* Participe à l’élaboration des termes de référence, à la sélection des prestataires, à l’orientation et suivi des prestations et à leur évaluation pour compléter la collecte de données et pour les évaluations intermédiaires.

Analyse des données

* Formalise la sortie des données sous forme de notes synthétiques incluant des éléments d’analyse ;
* Suit le niveau d’atteinte des résultats des projets, le notifier et le renseigner dans le tableau de bord du projet ;
* Organise des réunions d’analyse des données en lien avec les partenaires de mise en œuvre ;
* Alerte le/la Chef.fe de projet sur les problèmes rencontrés et les retards potentiels.

Reporting

* Veille à la régularité des rapports techniques du projet ;
* Participe à l’élaboration des rapports annuels en y intégrant les données issues du dispositif de suivi-évaluation ;
* Rend compte périodiquement du déroulement des activités menées par les différents acteurs de mise en œuvre du projet ;
* Participe à la rédaction des rapports bailleurs.

Évaluation

* Force de proposition pour améliorer la qualité et la pertinence des interventions ;
* Contribue à la planification et à la mise en œuvre des évaluations internes du projet ;
* Contribue à la planification et à la mise en œuvre des évaluations externes, intermédiaire et finale.

Capitalisation

* En lien avec le/la Chef.fe de projet, il/elle contribue à la démarche de capitalisation et d’amélioration des méthodes, outils et pratiques en matière de suivi-évaluation du projet ;
* En lien avec le/la Chef.fe de projet, il/elle appuie la capitalisation des acquis du projet, y compris à travers des supports de communication.

Appui à l’avancement du projet

* Participer à et appuyer l’organisation, la mise en œuvre et le suivi des activités du projet ;
* Toutes les autres tâches nécessaires au regard de l’actualité du programme.

# Logistique

Le programme est installé au lieu d’implantation de l’Etat-major de coordination (EMC) de la Force conjointe du G5 Sahel, à savoir Niamey, Niger, dans des bureaux mutualisés avec d’autres projets mis en œuvre par Expertise France. L’évolution du contexte sécuritaire et/ou diplomatique pourra amener une relocalisation du bureau terrain du programme.

# Profil recherché

**Essentiel**

* Diplôme universitaire ou équivalent en droit, relations internationales, sciences politiques, économie, statistique, gestion de projets ou toute autre discipline pertinente par rapport aux termes de référence ;
* Expérience préalable de 5 ans minimum dans le suivi-évaluation et capitalisation de projets de coopération ;
* Expérience dans la conduite d’évaluation et capitalisation de projets de coopération ;
* Bonne connaissance du milieu de la coopération internationale et des institutions régionales/sous régionales ;
* Excellentes compétences en communication (orale et écrite, y compris rédaction), capacité de s'adapter à un environnement multiculturel diversifié ;
* Professionnalisme, aptitude au travail d’équipe, flexibilité, sens de l’organisation, attention au détail et réactivité ;
* Apte et disposé à voyager fréquemment à la demande de le/la Chef.fe de projet ;
* Bonne maîtrise des logiciels bureautiques (collecte et d’analyse de données, visualisation, etc.), (Word, Excel, et Power Point), outils de visio-conférence ;
* Français excellent.

**Souhaité**

* Expérience(s) professionnelle(s) dans des contextes de crises et de fragilités et/ou au sein d’une administration à des fonctions impliquant une collaboration avec les forces de défense et/ou de sécurité ;
* Bonne connaissance des contextes judiciaire et militaire ;
* Bonne connaissance des institutions et du contexte politique et militaire au Sahel ;
* Bonne connaissance des thématiques liées à la gouvernance du secteur de sécurité, lien de confiance entre forces de sécurité et populations ;
* Connaissance de l’anglais.

# Candidature et documents à fournir :

Les candidatures doivent être envoyées via la [plateforme de recrutement d'Expertise France](https://www.expertisefrance.fr/web/guest/on-recrute#page-search---index---lang---fr_FR) et doivent comporter un CV et une lettre de motivation précisant le titre du poste. Les dossiers incomplets ne seront pas évalués.

Passée votre candidature et sans réponse de notre part dans un délai de deux mois, veuillez considérer que votre candidature n’a pas été retenue.

Les candidat(e)s intéressé(e)s par cette opportunité sont invité(e)s à soumettre leur dossier dans les meilleurs délais, Expertise France se réservant la possibilité de procéder à la présélection avant cette date.